

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 ROUEN

ROUEN, le 02/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **MALTERIES SOUFFLET**

quai sarrail  
BP 12  
10400 NOGENT SUR SEINE

Références : UDRD.2022.11.R.02  
Code AIOT : 0005801573

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2022 dans l'établissement MALTERIES SOUFFLET implanté Quai des roches 76380 CANTELEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Action locale sur le respect des valeurs limites de rejets aqueux

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MALTERIES SOUFFLET
- Quai des roches 76380 CANTELEU
- Code AIOT : 0005801573
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société MALTERIE Soufflet de Canteleu a pour activité principale la transformation de céréales en malt.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- chaîne de mesure des rejets aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
2	Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
3	Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	/	Sans objet
6	Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3	/	Sans objet
9	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est équipé d'une chaîne de mesure lui permettant de répondre à ses besoins en terme de surveillance de ses rejets aqueux. Cependant, le contrôle des appareils (débitmètre et préleveur automatique) n'est pas réalisé à une fréquence annuelle. Le suivi et la tracabilité des instruments et des pratiques sont à améliorer.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle inopiné

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Pose matériel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite d'inspection inopinée du présent rapport, l'inspection a constaté la présence d'un dispositif, placé sur la canalisation d'eaux usées, permettant le prélèvement d'effluents liquides par un laboratoire extérieur à la société. Le débit est déterminé grâce à un débitmètre électromagnétique placé sur la canalisation dont l'écoulement est horizontal. Le point de prélèvement du laboratoire est situé au même endroit sur la canalisation que celui prévu pour l'autosurveillance de l'exploitant. Les conditions d'accueil du matériel du laboratoire sont satisfaisantes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Point de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Positionnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite, l'inspection a constaté que le point de prélèvement prévu pour les laboratoires est aisément accessible. Le point de mesure est situé en aval du process industriel, le système étant en circuit fermé (canalisation) il n'y a pas de dilution possible avant la prise d'échantillon. L'accessibilité et l'emplacement du point de rejet sont adaptés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Mesure du débit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réglage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives. <b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport, l'inspection a contrôlé visuellement la conformité de l'installation du débitmètre. Ainsi les longueurs droites en amont et en aval du débitmètre apparaissent conformes aux recommandations, à savoir une longueur droite en amont du débitmètre supérieure à 5 fois le diamètre nominal de la conduite et une longueur de 2 fois le diamètre en aval. L'exploitant déclare que le maintien en charge de la canalisation est assuré par les clapets anti retour des pompes. Le transmetteur du débitmètre est placé hors exposition direct du soleil (il se situe dans les locaux de la Malterie) et n'est pas exposé à des vibrations. Il n'y a pas de report en supervision. L'exploitant déclare qu'il y a un projet d'automatisation de report des volumes vers la supervision, mais qu'à l'heure actuelle cette opération est effectuée manuellement. Un opérateur réalise tous les soirs à 24H le relevé du compteur. Ces volumes sont retranscrits dans un fichier Excel, présenté à l'inspection. Par courrier électronique du 02 septembre 2022, l'exploitant confirme que le débitmètre est mis à la terre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 14/02/2022, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Extraits : Les dispositifs de mesure de débit en continu devront être conformes aux normes en vigueur et respecter les prescriptions techniques définies par les constructeurs. Ils seront équipés d'enregistreurs et de totalisateurs. Les installations de mesure devront être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel. Les dispositifs de mesure de débit devront faire l'objet d'un contrôle de conformité de l'organe de mesure ou de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs. Ils devront également faire l'objet d'un suivi métrologique rigoureux et documenté. Ce suivi métrologique peut être réalisé par une mesure comparative exercée sur site (débitmètre, jaugeage...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité. Les enregistreurs et les totalisateurs devront également être conformes aux normes en vigueur. Les installations de comptage doivent être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel.

**Constats :** Au cours de la visite, l'inspection a constaté que le transmetteur du débitmètre est facilement accessible pour lecture du compteur

L'inspection a demandé et consulté les documents suivants concernant le débitmètre :

- le registre d'entretien,
- le dernier certificat d'étalonnage sur banc accrédité ou à défaut la date d'achat,
- le document traçant la vérification du zéro.

Par courrier électronique du 02 septembre 2022, l'exploitant déclare que :

- la maintenance du débitmètre est exclusivement réalisée par une société prestataire qui rédige une fiche d'intervention à chaque visite,
- le dernier contrôle sur le débitmètre a été réalisé le 18 février 2020 par la même société prestataire,
- il n'y a pas eu de contrôle en 2021,
- le prochain contrôle est programmée pour le 04 octobre 2022,
- le contrôle du zéro est réalisé, en interne, tous les trimestre mais n'est pas formalisé,
- un contrôle de la mise à la terre va être réalisé.

L'exploitant a transmis :

- le procès verbal de vérification et de conformité suite à l'étalonnage réalisé le 18 février 2020, indiquant que le débitmètre était conforme,
- le devis, du 26 juillet 2022, et la commande, du 16 août 2022, pour le contrôle du débitmètre électromagnétique.

Demande n° 1 : Concernant le contrôle du zéro du débitmètre, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une procédure et un document permettant de suivre ce contrôle sous un délai de 2 mois à compter de la réception du présent rapport.

Demande n° 2 : Concernant l'étalonnage du débitmètre, l'exploitant doit réaliser un contrôle de celui-ci tous les ans. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le procès verbal de vérification et d'étalonnage du débitmètre, prévu le 04 octobre prochain, dès sa réception. L'exploitant doit être plus rigoureux dans le suivi métrologique de son matériel et respecter les fréquence de contrôle.

Demande n° 3 : Un étalonnage sur banc accrédité ou à défaut par passage sur banc selon les normes NF EN 29 104, NF EN 24 185 ou toute autre norme adaptée, doit être réalisé à la fréquence indiquée par le constructeur ou à défaut tous les 7 ans. L'exploitant fait connaitre à l'inspection, sous un délai de 2 mois, la date d'installation de son débitmètre en place. Si le débitmètre est installé depuis plus de 7 ans, l'exploitant fait réaliser le prochain étalonnage (étalonnage de 2023) sur banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité et transmet le rapport d'essai à l'inspection dès sa réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 5 : Canal de mesure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).  Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p><b>Constats :</b> Le rejet d'effluent vers la station d'épuration communale se fait via une canalisation fermée. L'inspection a contrôlé visuellement la conformité de l'installation du débitmètre comme indiqué au point ci-dessus.  Au cours de la visite l'inspection a demandé comment l'exploitant déterminait la température de l'effluent rejeté. L'exploitant n'a pas été en mesure de répondre.</p> <p>Par courrier électronique du 02 septembre 2022, l'exploitant déclare que le suivi de la température des effluents est réalisé au travers de la sonde associée à l'installation de suivi du H2S. Néanmoins, le suivi métrologique n'est pas réalisé.  L'exploitant s'engage à intégrer la sonde de température au planning métrologique à partir du mois de septembre 2022 et d'en tracer les résultats</p> <p>Demande n° 4 : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la procédure et le document permettant de tracer le suivi métrologique de la sonde de température sous un délai de 2 mois à compter de la réception du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 6 : Canal de mesure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p><b>Constats :</b> Aucun document ne permet de tracer le suivi des appareils. En lien avec les points ci-dessus</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 14/02/2022, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Extraits : Le matériel à utiliser dans le cadre de la surveillance devra être inerte vis-à-vis des substances et des paramètres soumis à la surveillance dans les rejets aqueux. La norme FD T 90-523-2 définit des dispositions pour la sélection, le nettoyage du matériel ainsi que les contrôles métrologiques à mener sur l'échantillonneur et les critères à respecter.  Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou portable, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de $5 \pm 3$ °C durant toute l'étape de prélèvement.  L'échantillonneur mono-flacon devra être utilisé dans le cas d'échantillonnage proportionnel au débit. Dans le cas d'échantillonnage proportionnel au temps, c'est l'échantillonneur multi-flacons (24 flacons) qui sera utilisé afin de reconstituer un échantillon moyen.  Pour des raisons de qualité de la mesure, l'utilisation en l'état des échantillonneurs pour la surveillance des paramètres tels que la DBO5, la DCO, les MES, l'azote et le phosphore n'est pas adaptée pour le suivi des substances dangereuses. Les échantillonneurs devront être modifiés. Le FD T 90-523-2 liste les matériaux à utiliser pour la surveillance des substances dangereuses. Lorsque la surveillance concerne les macro-polluants et les substances dangereuses, un seul échantillonneur est mis en oeuvre dans la configuration « substances dangereuses », à savoir : échantillonneur équipé d'un tuyau d'aspiration en téflon et d'un flacon collecteur en verre. A la fin de l'échantillonnage, l'exploitant ou le prestataire de prélèvement devra valider l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté corresponde au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés avec une tolérance, sur l'écart volume final/volume théorique, fixée et annoncée par l'organisme de prélèvement. Le cas échéant, si le critère n'est pas respecté, l'opérateur de prélèvement devra en rechercher les causes et pourra être amené à refaire l'opération d'échantillonnage.

**Constats :** Au cours de la visite objet du présent rapport l'inspection a constaté que l'échantillonnage est réalisé par rapport au débit. En effet, les rejets en eaux usées ne sont pas constants dans le temps. En raison du processus de fabrication il n'y a, en moyenne, que 18 à 19 heures de rejet sur 24 heures. L'échantillonnage est multi flacon.

L'exploitant dispose de nombreux bidons prêts à être utilisés, placés dans la partie réfrigérée de son préleveur automatique. L'inspection a vérifié par sondage la propreté d'un des bidons. Ce point n'appelle aucune remarque. L'exploitant déclare que le bol de prélèvement est nettoyé entre chaque série de prélèvement. L'exploitant n'a pas su, le jour de l'inspection, réaliser le contrôle d'exactitude et de fidélité du volume réellement prélevé par rapport à la consigne.

Cependant la bonne pratique veut que le contrôle du volume unitaire de prélèvement soit fait après chaque entretien du bol de prélèvement et à minimum mensuellement.

Par courrier électronique du 02 septembre 2022, l'exploitant déclare ne pas avoir réalisé de contrôle de son préleveur automatique en 2021 et que la prochaine intervention est prévue le 04 octobre 2022. Cependant, malgré les demandes de l'inspection, l'exploitant n'a pas transmis le contrôle du préleveur réalisé en 2020.

L'exploitant a transmis le devis, du 26 juillet 2022, et la commande, du 16 août 2022, pour le contrôle du préleveur d'échantillon.

Demande n° 5 : L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place et de lui transmettre, sous un délai de 2 mois à compter de la réception du présent rapport, un registre ou tout autre document, permettant de tracer les opérations d'entretien et la maintenance réalisées sur le préleveur automatique. Ce document fait apparaître notamment le contrôle de la température de l'enceinte, les dates de nettoyage, le contrôle du volume unitaire après chaque nettoyage du bol de prélèvement, le volume total prélevé sur 24h...

Demande n° 6 : l'exploitant fait contrôler son préleveur automatique sous un délai de 2 mois et transmet, dès réception, le rapport de ce contrôle à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 8 : Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités de préparation et de conservation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Extraits :</p> <p>Un dialogue étroit entre l'opérateur de prélèvement et le laboratoire est à mettre en place préalablement à la mise en œuvre du programme de surveillance des émissions, afin que l'opérateur ait à disposition les consignes écrites spécifiques sur le remplissage (ras-bord par exemple), le rinçage des flacons, le conditionnement des échantillons (ajout de conservateurs avec leurs quantités), l'utilisation des réactifs, l'identification des flacons et des enceintes et la durée de mise au froid des blocs eutectiques avant utilisation.</p> <p>La sélection du flaconnage (nature et volume) et des réactifs de conditionnement (le cas échéant) devra s'appuyer sur les normes spécifiques au paramètre étudié ou à la norme NF EN ISO 5667-3. A défaut d'information dans les normes pour certaines substances organiques, les flacons en verre, brun ou protégés de la lumière, équipés de bouchons inertes (capsule téflon®) devront être mis en œuvre. Le laboratoire conserve la possibilité d'utiliser un matériel de flaconnage différent s'il dispose de données expérimentales permettant de justifier ce choix.</p> <p>La traçabilité documentaire des opérations de terrain devra être assurée à toutes les étapes de la préparation de la campagne jusqu'à la restitution des données. Les opérations de terrain proprement dites devront être tracées (par exemple : sur une feuille préenregistrée regroupant les éléments non variables comme site, lieu d'échantillonnage, type d'échantillonneur, programme d'asservissement).</p> <p>Une étape d'homogénéisation du volume collecté devra être réalisée avant et pendant la distribution dans les différents flacons destinés à l'analyse.</p> <p>La répartition dans les différents flacons devra se faire loin de toute source de contamination, flacon par flacon, ce qui correspond à un remplissage du flacon en une seule fois. Les flacons destinés à l'analyse des composés volatils doivent être remplis en premier.</p> <p>En absence de consignes fournies par le laboratoire concernant le remplissage du flacon, le préleveur devra le remplir à ras-bord.</p> <p>Les échantillons devront être conservés selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3.</p> <p><b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport l'inspection a questionné l'exploitant sur la façon dont il procédait pour réaliser l'échantillonnage du prélèvement réalisé en interne. L'exploitant déclare que plusieurs opérateurs sont formés mais qu'aucune consigne écrite n'existe. L'inspection a questionné l'opérateur présent ce jour, ce dernier a confirmé les dire de l'exploitant.</p> <p>La société dispose de son propre flaconnage, des bidons d'un litre en polyéthylène à usage unique, pour réaliser l'envoi des échantillons au laboratoire groupe.</p> <p>Un seul bidon est envoyé pour l'analyse des paramètres recherchés. L'exploitant déclare que l'échantillon ainsi préparé est placé au réfrigérateur dans l'attente de sa prise en charge par le transporteur. Pour le transport vers le laboratoire d'analyse, l'échantillon est placé dans une glacière avec une plaque eutectique. L'inspection a constaté la présence de cette glacière prête pour l'envoi, le lendemain, une fois le prélèvement mis en flacon.</p> <p>Demande n° 7 : L'inspection demande à l'exploitant de rédiger et de lui transmettre une procédure pour la mise en échantillon du prélèvement, sous un délai de 2 mois à compter de la réception du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 9 : Conditions de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b> Les ouvrages de rejets sont en circuit fermé. Les eaux usées sont rejetées dans la station d'épuration communale via une canalisation. Le contrôle visuel du rejet n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet